

Le Matin

mercredi 4 octobre 2017

Semaine Édition

SANTÉ Pour lutter contre le gaspillage, Manuel Tornare demande que les antibiotiques soient vendus à la pièce. Sceptique, la faïtière des pharmaciens pointe du doigt l'indiscipline des patients.

À l'heure où les milieux politiques s'interrogent sur la façon de freiner l'augmentation des coûts de la santé, la lutte contre le gaspillage de médicaments est une piste. Chaque année, on estime qu'environ 30% d'entre eux sont jetés sans avoir servi.

Lors de la session d'automne des Chambres fédérales, le conseiller national Manuel Tornare (PS/GE) a déposé une motion, cosignée par des parlementaires de tous les partis, pour demander que certains médicaments soient vendus à la pièce plutôt qu'en boîte. S'inspirant de ce qui se pratique dans les pays anglo-saxons, en France ou en Allemagne, il propose que la Suisse teste cette possibilité. En 2014, il avait déjà demandé par un postulat que la Confédération étudie cette question, mais sans succès en plénum. «Cette fois, j'ai mieux ciblé mon texte et j'ai davantage de soutien à droite, ainsi que celui de la FRC, relève le Genevois. Je propose que l'on fasse un test avec les antibiotiques qui sont les plus consommés. Lorsque j'étais à la Ville de Genève, nous gérons deux EMS, et j'ai pu constater le gâchis et le gaspillage. En moyenne, chaque Suisse dépense 770 francs par année pour des médicaments. 30%, soit 230 francs, finissent à la poubelle. On ne peut pas rester sans rien faire.»

Le Conseil fédéral avait estimé superflu d'étudier cette question. Selon lui, les professionnels dans les hôpitaux et les EMS procèdent déjà à la remise de comprimés à l'unité. Pour le secteur ambulatoire, les emballages actuels, validés par Swissmedic, tiennent compte des traitements et des posologies recommandées. Reconditionner des boîtes existantes aurait aussi un coût de manipulation.

Les vétérinaires le font

Manuel Tornare pense qu'une telle pratique peut au contraire simplifier les choses. Il prend l'exemple des vétérinaires qui prescrivent et donnent exactement le nombre de pilules qu'il faut prendre. «C'est simple et efficace.» La société faïtière des pharmaciens, PharmaSuisse, est sceptique. Pour son secrétaire général, Marcel Mesnil, la proposition de Manuel Tornare est «généreuse et part d'une bonne intention».

Mais au-delà, il constate que le gaspillage des médicaments, en particulier des antibiotiques, est dû pour une bonne part aux patients eux-mêmes. «Pour les antibiotiques, ce qui est important est l'observance thérapeutique. Si un médecin prescrit un traitement de 15 jours pour une sinusite, il faut vraiment que la personne aille jusqu'au bout, sinon les bactéries ne seront pas totalement éliminées. Or les gens ont tendance à arrêter avant, dès le moment où ils n'ont plus mal... Si ensuite cela repart, il faudra un autre antibiotique plus puissant.»

La France en phase test

Finalement, une fois chez lui, le patient décide tout seul et, s'il a un doute ou une crainte, il ne prendra pas le médicament, qui finira stocké. «Notre problème, ce sont surtout les patients

lourds, note Marcel Mesnil. Lorsqu'ils décèdent, on trouve des quantités de médicaments dans les tables de nuit. Il faudrait davantage proposer des semainiers où le patient reçoit exactement ce qu'il doit avaler de façon hebdomadaire.»

Le Conseil fédéral n'a pas tout à fait fermé la porte à une certaine évolution de la pratique. Dans son dernier message, il a précisé qu'il allait suivre les résultats des expériences en France.

Introduite en 2014 par Marisol Touraine, la vente à l'unité dans certaines pharmacies volontaires se poursuit dorénavant sous le gouvernement Macron.

S'il est conscient que cette pratique n'est pas un remède de cheval contre la hausse globale des coûts de la santé, Manuel Tornare estime qu'il faut tenter tout ce qui peut réduire le gaspillage. Sur une facture globale de 5,6 milliards de francs de médicaments par année en Suisse, 1% d'économie serait déjà bon à prendre.